

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18175 - 71ÈME ANNÉE

Le gouvernement pour des plans territoriaux pour atteindre l'égalité réelle

Rassemblement et projet de développement au coeur du débat

Le gouvernement confirme les annonces faites par Paul Vergès lors de ses conférences de presse des 9 et 14 juin dernier. Paris a bien la volonté d'adopter une loi-cadre sur l'égalité réelle dans l'Outre-mer au début de l'année célébrant la loi du 19 mars 1946, date de l'abolition du statut colonial de La Réunion, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique. Le 17 juin, Manuel Valls a nommé Victorin Lurel parlementaire en mission avec comme tâche de rédiger un rapport qui sera remis au gouvernement d'ici fin octobre. Pour cela, le député de la Guadeloupe devra œuvrer pour que se construisent des plans de développement spécifiques à chaque territoire. Ces plans devront recueillir l'adhésion de tous les partis politiques afin garantir leur pérennité en cas d'alternance du pouvoir à Paris.



L'égalité réelle au niveau économique et social suppose que la grande pauvreté soit éradiquée à La Réunion. (photo Toniox)

Victorin Lurel a été nommé parlementaire en mission en charge de la préparation du projet de loi sur l'égalité réelle. Cette décision est annoncée dans un courrier adressé le 17 juin par le Premier ministre au député de la Guadeloupe. La lettre contient surtout une feuille de route confirmant le cadre de cette mission annoncé par Paul Vergès lors de sa dernière conférence de presse.

Dans son message, le Premier ministre revient tout d'abord sur l'origine de l'initiative devant mener à une loi sur l'égalité réelle. Manuel Valls rappelle que « le président de la République a souhaité, le 21 novembre 2014, en réponse à la demande formulée par Monsieur le Président du Conseil représentatif des Français d'outre-mer, qu'une loi soit adoptée, permettant d'accélérer la marche des outre-mer vers l'égalité sociale.

Cette volonté a été confirmée dans le discours de François Hollande devant les élus de la Guadeloupe le 9 mai dernier, tout en « souhaitant que cette loi permette l'élaboration de plans, territoire par territoire, reposant sur une série d'objectifs donnant corps à la notion d'égalité réelle, et sur des mécanismes et un rythme propre à en permettre l'atteinte ».

Tenir compte des contraintes financières

La mission de Victorin Lurel a pour objet de rédiger un rapport qui « devra notamment permettre de

- donner un contenu à la notion d'égalité réelle et aux indicateurs permettant de l'objectiver ;
- cerner le champ des plans territoriaux devant permettre de l'atteindre en préservant le caractère concerté et adapté à chaque territoire de la démarche d'élaboration de ces plans ;
- veiller à l'association étroite des collectivités territoriales des outre-mer à leur préparation et à leur formalisation ;
- identifier les grandes lignes de leur traduction budgétaire, tenant compte du contexte contraint des finances publiques ;
- articuler cette démarche à celles d'ores et déjà engagées dans plusieurs territoires des outre-mer (Mayotte 2025, Pacte pour la Guyane) ;
- définir les modalités d'ajustement de la trajectoire proposée sur la durée de chaque plan, la réalisation des objectifs fixés aux différentes

parties prenantes. »

Manuel Valls demande aussi à Victorin Lurel d'associer les parlementaires et les élus locaux aux travaux, « afin de tendre vers l'objectif de faire de ce projet un élément d'unité ». Il précise que le rapport devra être rendu « avant la fin du mois d'octobre 2015 ».

Recherche de l'unanimité

Dans un communiqué diffusé hier, Victorin Lurel a apporté de nouvelles précisions. « Après l'égalité civique liée à la fin de l'esclavage en 1848, l'égalité politique avec le passage de colonies en départements et collectivités d'outre-mer en 1946, l'égalité sociale avec l'alignement

des prestations sociales, j'ai désormais la lourde tâche de définir les voies et les moyens pour aboutir à l'égalité réelle au niveau économique et social entre les outre-mer et l'Hexagone, dernière des avancées à atteindre », écrit-il. « A travers cette mission, l'ambition du Président de la République et du Gouvernement est d'imaginer, sur le long terme, l'avenir des outre-mer dans la République et de repenser le pacte de progrès économique et social qui les lie en organisant la lutte contre la pauvreté, le chômage et en investissant massivement dans l'éducation et le social ». En conclusion, le parlementaire en mission affirme que « seule l'unanimité des différents partis politiques permettra de garantir l'engagement des différentes majorités à respecter les dispositions qui seront ainsi prises en faveur des outre-mer ».



La semaine de Alon Kozé

Mardi : Swami Advayananda Sarasvati, Responsable de l'ArshaVidya Ashram

Mercredi : Interview en direct de Pierre Vergès

Jeudi : Alon Kozé

Vendredi : Escale à Saint-André

Mardi, mercredi et jeudi, les auditeurs peuvent interroger et dialoguer avec l'invité au 0262 30 00 30

Edito

Le peuple Réunionnais solidaire du peuple Grec

Aujourd'hui, la petite Grèce et ses dirigeants politiques font trembler les puissants spéculateurs Européens et Etatsuniens. Ces derniers auraient dû faire appel à nos sondeurs péi qui fabriquent de "l'information" pour justifier leur existence. Alors, les paris sont jetés? Jamais la Grèce n'a été à l'aube d'une solution favorable. Dans l'histoire récente, trois pays leur ont montré la voie à suivre : la Malaisie en 1997, l'Argentine en 2002 et l'Islande, en 2008.

Tout d'abord, les Grecs ont politisé le débat. Ils se sont présentés comme les mandataires du peuple grec et ont refusé le train de réformes d'austérité qui aurait fait souffrir davantage le peuple. Désormais, leur cause s'élargit aux peuples du monde entier, et une campagne de soutien prend de l'ampleur. Ils avaient besoin du temps; ils ont pu sortir un premier rapport préliminaire qui accuse les créanciers. Ils ont déjà réussi à faire plier le FMI dont la dirigeante a même quitté la table de négociation ; la tentative de pression a lamentablement échoué. Et, l'Europe n'a aucun intérêt à se saborder, en commençant par exclure les Grecs. Enfin, l'annonce de Poutine à Tsipras, la semaine dernière, que la Russie est disposée à lui prêter 2 milliards est très calculée. Cela a suffi pour réveiller l'égo des Européens qui ont permis aux banques grecques de disposer de liquidités suffisantes pour faire face à la panique qu'ils ont créée et qui ont conduit aux demandes de retrait. Le test est réussi : il y a de l'argent dans les banques.

Et, c'est bien là le problème. C'est le second point fort des dirigeants grecs : ils bénéficient des expériences des 3 pays qui ont réussi à s'en

sortir en pointant la responsabilité des banques et des spéculateurs.

En 1997, le premier Ministre de Malaisie, Mahatir a bloqué la parité de sa monnaie avec le dollar et interdit la spéculation. Il s'est fait insulter et, même, provoquer en duel médiatique par Georges Soros, le milliardaire américain. Son pays a réussi son redressement sans faire appel à d'autres financements institutionnels. En 2002, Lavagna, ancien ambassadeur de l'Argentine en Europe, prend les rennes du redressement du pays. Le Peso venait d'être dévalué de 70%, les petits épargnants sont ruinés, l'inflation atteint les 125% et les émeutes ont déjà fait 30 morts. Sa première réaction fut de bloquer la parité Peso-Dollar et refuser de faire appel au FMI. Ce dernier avait déjà prêté 51 milliards en 2 fois, sans résultats ; une troisième demande aurait agi comme la corde du pendu. Rompant avec le FMI, il a renégocié une dette de 72 milliards et refusé de renflouer les banques. 3 ans plus tard, la structuration de la dette était un succès. Enfin, il y a l'Islande, ce pays Européen, même pas la moitié de la population réunionnaise, avait surpris tous les puissants en abandonnant les banques à leurs faillites, et même en poursuivant certains patrons en justice. Les dirigeants ont refusé les remèdes d'austérité. Les Islandais ont politisé à fond le débat : ils avaient obtenu 60% de soutien populaire au référendum sur la dette de 2008. Cette année, 2015, c'est toujours par référendum que le peuple Islandais a refusé les sirènes des bienfaits de l'euro.

Les Réunionnais sont solidaires du peuple grec qui se bat contre les profiteurs qui sévissent sur notre planète.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Conseil municipal de Saint-André

La section PCR de Saint-André dénonce « l'attaque insultante de Jean Paul Virapoullé »

Dans un communiqué diffusé hier à la presse, la section communiste de Saint-André dénonce les méthodes utilisées par le maire lors du Conseil municipal du 18 juin, et apporte son soutien à Alain Aquiliméba attaqué par Jean-Paul Virapoullé.

A l'occasion de la discussion sur le projet de Port à Bois-Rouge au Conseil Municipal du 18 juin, Jean-Paul Virapoullé est resté égal à ses habitudes et à l'image qu'il s'est toujours appliqué à donner de lui-même, celle du mépris et de l'insulte à l'égard de ses adversaires. Face à l'argumentation solide, documentée, reposant sur des éléments indiscutables du conseiller municipi-

pal d'opposition Alain Aquiliméba et faute de pouvoir masquer son évident embarras, Jean-Paul Virapoullé s'est livré à une attaque insultante dans la presse (JIR et Quotidien du vendredi 19 juin) à l'égard de ses opposants (les élus Alain Aquiliméba, Michèle Caniguy et les militants PCR de Saint-André) accusés « d'ignorance, d'incapacité à gérer La Réunion », et pris pour de vulgaires imbéciles.

C'est pourquoi la Section PCR de Saint-André réaffirme son total soutien à Alain Aquiliméba pour son intervention aussi lucide que courageuse, et son souci de suivre avec la plus grande attention, la contestation de ce projet.

Jacky The Seng,
*Secrétaire de la Section PCR
de Saint-André*

Alain Aquiliméba : « La création du GIP et le port de Bois rouge : des interrogations »

Voici le texte de l'intervention d'Alain Aquiliméba lors du Conseil municipal du 18 juin à Saint-André :

« Sur la création du groupement d'intérêt public (GIP) du projet industriel de Bois-Rouge intégrant un port, nous ne nous interrogeons pas sur l'opportunité du développement d'une zone industrielle de dimensions internationales. La Réunion a besoin de s'ouvrir au monde et si l'Est se donne les moyens d'y répondre, il faut y contribuer. Mais nous nous questionnons sur la constitution de ce GIP. Dans la délibération qui nous est soumise, cette constitution s'appuie uniquement sur la Région, la Cîrest et la Commune de Saint-André. Or, lors de la présentation du dossier, par M. Virapoullé lui-même, à la Commissaire Européenne le mois dernier, ce GIP devait se constituer avec : l'Etat, la Région, la Caisse des Dépôts et Consignations, le GPMDLR (Grand Port Maritime de La Réunion), la Cîrest et la Commune de Saint-André. Et le Maire de Saint-André se vantait de ces soutiens, ne se privant pas à chaque conseil municipal ou communautaire de citer « ses partenaires » ! Si ces soi-disant partenaires croyaient réellement en ces projets,

pourquoi l'Etat n'y est pas ? Pourquoi la Caisse des Dépôts et Consignations et le GPMDLR n'y sont pas ? Pourquoi un opérateur comme TEREOS n'y est pas ? Pourquoi la CCIR n'y est pas non plus ? En fait, nous constatons que pour un projet d'une telle envergure, il y a peu d'acteurs qui intègrent ce GIP. D'ailleurs, le jour même (début mai 2015) de la présentation du projet à la Commissaire Européenne Corina Cretu, le Président du GPMDLR a contesté la stratégie du « Port de Bois Rouge ». Ce matin même, (jeudi 18 juin) le Conseil de Surveillance du GPMDLR a émis un avis défavorable - au Port de Bois Rouge et à sa participation au GIP. C'est une décision lourde de conséquence quand on connaît la composition et le rôle de ce Conseil. En outre, dans cette affaire aussi importante, nous sommes surpris de la position de la Région qui pose en effet problème. Le développement stratégique de La Réunion, de l'Est et de Saint-André ne doit pas découler de choix tactiques, de politique politicienne à l'approche d'échéances électorales... Et là nous nous interrogeons sur la posi-

tion de la Région.

Depuis 2012, la Réunion dispose d'un Schéma Régional des Infrastructures et des Transports de la Réunion (Projet SRIT) élaboré en concertation et qui définit les priorités d'action à moyen et long terme. Dans ce schéma, la stratégie arrêtée par rapport au trafic maritime repose sur le Grand Port de l'Ouest avec l'implantation de CMA CGM (Compagnie Maritime d'Affrètement - Compagnie Générale Maritime), créant à ce titre le hub de transbordement de conteneurs. Alors que pendant toute sa mandature, le Président de la Région Réunion a été fidèle à ce schéma, nous nous étonnons qu'à 6 mois des élections régionales, il revient sur la stratégie arrêtée. A quel prix ? Pour quels petits calculs électoraux ? Le développement de l'Est et de La Réunion mérite beaucoup plus que ces compromis de caractère électoraliste. En somme, on nous présente un projet, un GIP qui n'a pas, a priori, l'adhésion des principaux opérateurs. Quel est encore l'intérêt de cette délibération ?

Nout kiltir

De plus en plus de Réunionnais pratiquent le yoga «pour l'harmonie et la paix»

À l'initiative du Consul de l'Inde à La Réunion, George Raju, de nombreuses associations culturelles du pays ont organisé ce dimanche à Saint-Denis en partenariat avec plusieurs institutions une première et belle Journée Internationale du Yoga. Comme dans le monde entier, beaucoup de Réunionnaises et Réunionnais ont participé à cette célébration pour continuer à développer ici cette pratique indienne millénaire, qui favorise le bien-être et le vivre-ensemble.



Plusieurs organisateurs — dont le Consul de l'Inde — et acteurs de la Journée Internationale du Yoga à La Réunion ce dimanche, lors de la clôture de cette célébration.

En fait, la célébration réunionnaise de la première édition de la Journée Internationale du Yoga de dimanche a commencé à Saint-Denis par diverses actions menées tout au long de la semaine précédente, sous ce mot d'ordre : «Le Yoga pour l'Harmonie et la Paix». Ces actions ont été animées par des professeurs de l'Inde, de Maurice et de La Réunion; elles ont consisté à permettre au public d'expérimenter des programmes de yoga lors de séances de méditation, des ateliers, des spectacles etc...

Quant à la journée du 21 juin, elle a commencé le matin par un rassemblement des professeurs et des praticiens du yoga au Barachois, suivi d'une marche symbolique vers le Jardin de l'État au long de la rue de Paris. Ensuite, au Jardin de l'État, il

y a eu la projection d'un film documentaire sur "La Diaspora Indienne en France" par la Fondation Surabhi, un spectacle de danse par l'association Sivayanama et plusieurs prestations musicales.

Les divers bienfaits du yoga

La matinée s'est terminée par les présentations d'une quinzaine d'associations réunionnaises de yoga, puis des spectacles de danse et de musique instrumentale, des séances d'explications et de démonstrations des différentes branches du yoga. L'après-midi a été marqué par une conférence très intéressante sur les divers bienfaits du yoga (prévention santé, non-violence, convivialité, maîtrise de soi...).

Cette conférence a été animée par le Docteur Gilles Sagodira (professeur à l'Université de La Réunion), qui a présenté les quatre intervenants : le Swamy Advayananda Saraswati (Ashram du Port); le Dr Jacques Vigne (médecin psychiatre, conférencier, écrivain en France et en Inde); la professeure Paramjeet Kaur (Inde); le professeur Romy Malbroukou (La Réunion). Après le débat avec le public, cette journée, qui a montré que de plus en plus de Réunionnais pratiquent le yoga, s'est terminée par la présentation artistique de groupes de yoga chorégraphiée par Lila Armoudom.

Correspondant

Un nouveau rapport confirme les exactions de l'armée d'occupation

L'étau se resserre autour des coupables de crimes de guerre à Gaza

Selon un rapport d'enquête des Nations Unis publié ce lundi 22 juin à Genève, Israël est accusé de possibles crimes de guerre.

Pendant près de deux mois l'an dernier, l'armée israélienne d'occupation en Palestine avait écrasé plusieurs quartiers de Gaza sous des tapis de bombes. Les occupants ont également attaqué des hôpitaux, ainsi que des écoles des Nations-Unies servant d'abri aux réfugiés. À La Réunion, les Réunionnais ont été solidaires des Palestiniens, notamment lors d'un grand rassemblement le 3 août 2014 sur l'esplanade des Droits de l'homme à Champ-Fleuri, Saint-Denis. L'ONU a publié hier un rapport qui confirme l'ampleur des exactions de l'armée israélienne d'occupation.

« Le fait que les autorités politiques et militaire (israéliennes) n'aient pas modifié leurs moyens d'action, en dépit du nombre considérable d'informations sur le niveau élevé de morts et de destructions à Gaza, pose la question de possibles violations du droit international humanitaire par ces responsables, qui peuvent être assimilées à des crimes de guerre » estime le rapport.

La juge américaine Mary McGowan, à la tête de la commission, s'appuie notamment sur « l'étendue des destructions et des souffrances humaines à Gaza, sans précédent et qui aura un impact sur les futures

générations ». La commission déplore également que les autorités palestiniennes aient « toujours échoué » à conduire devant la justice ceux qui violent les lois internationales.

Israël s'est montré intransigeant et n'a pas permis à la Commission des Nations unies d'enquêter sur place. Ce rapport est distinct de l'examen préliminaire réalisée par la procureure auprès de la Cour Pénale Internationale. Ce n'est qu'ensuite où elle décidera d'ouvrir une enquête criminelle ou non sur les différents événements survenus entre Israéliens et Palestiniens.

Force de réaction rapide de l'OTAN

Les États-Unis renforcent leur présence militaire en Europe

Les États-Unis vont fournir des armes, des avions et des troupes notamment de choc pour la force de réaction rapide de l'OTAN, a déclaré hier Ash Carter, ministre de la Défense des USA.

Les États-Unis continuent à renforcer leur présence militaire en Europe. Une nouvelle annonce du gouvernement d'Obama n'est pas de nature à faire baisser la tension entretenue depuis le coup d'État à Kiev au début de l'année dernière. En effet, Ash Carter, ministre de la Défense des États-Unis, a annoncé que son pays va envoyer des armes, des avions et des troupes, dont des commandos, pour la force de réaction rapide de l'OTAN. Officiellement, l'objectif est d'aider l'Europe à faire face à des menaces, dont la Russie dans l'Est, et les extrémistes situés au Sud du

continent, indique une dépêche d'Associated Press reprise par le New-York Times. Rappelons que l'État islamique a réussi à s'implanter en Libye, juste en face du Sud de l'Italie.

Cette annonce a été faite après la rencontre de Ash Carter avec ses homologues d'Allemagne, de Norvège et des Pays-Bas. Ces pays sont d'accord pour constituer la base d'une nouvelle force de combat qui dont la création avait été actée lors du dernier sommet de l'OTAN l'an dernier au Pays de Galles. Jusqu'à présent, les États-Unis s'étaient engagés à soutenir cette nouvelle ar-

mée, sans plus de précision.



Environnement

Un Indien a planté seul une forêt de 550 hectares

Il arrive, parfois, que par sa volonté, une personne toute seule, puisse faire des choses importantes. Je ne veux pas parler des reconnus par la société comme importants à qui, peut-être un jour, on attribuera le qualificatif de grand personnage, mais de personnes simples, sans prétention, qui par leur vision personnelle du monde, sont amenés à réaliser des choses remarquables. Je ne résiste pas au plaisir de la raconter à nouveau aux lecteurs de notre journal, bien que je l'aie déjà fait, il y a plusieurs années.

Le Brahmapoutre est un fleuve riche en biodiversité mais aux crues catastrophiques.

Jadav Payeng doit avoir aujourd'hui cinquante et un ans. Depuis plus de trente ans son quotidien passe à planter des arbres jusqu'à engendrer une forêt de 550 hectares sur une île de sable au milieu du fleuve Brahmapoutre. Le Brahmapoutre – du sanskrit (Brahmaputra) signifiant « fils de Brahma » – est un fleuve de l'Asie du Sud, long de 2 900 kilomètres, ayant sa source principale dans l'Himalaya tibétain, à 5 542 m d'altitude. Son parcours tropical fait de la vallée de ce fleuve un des plus riches sites mondiaux en termes de biodiversité. Ses crues importantes permettent une fertilisation du sol mais sont dévastatrices. Dans son cours inférieur, qui est sacré pour les hindous, puisque le Brahmapoutre se jette dans Le Gange, le fleuve sacré des hindous.

« Je me suis assis et j'ai pleuré »

En 1979, les crues du fleuve Brahmapoutre touchent fortement l'écosystème de la région. Des centaines de serpents d'eau sont envoyés sur le banc de sable où ils meurent d'épuisement et de déshydratation. À l'époque, Payeng n'a que 16 ans, mais il se sent déjà concerné par l'environnement. Il déclare à un journal indien, Le Times of India que :

« Les serpents étaient morts de chaleur, il n'y avait pas d'arbres pour les protéger. Je me suis assis et j'ai pleuré sur leurs corps sans vie. C'était un carnage. J'ai alerté le ministère des Forêts et leur ai demandé s'ils pouvaient planter des arbres. Ils m'ont répondu que rien ne pousserait ici et m'ont dit d'essayer de planter des bambous. C'était dur mais je l'ai fait. Il n'y avait personne pour m'aider ». Il a alors quitté sa famille pour entamer sa vie de solitaire sur ce même

banc de sable, et a décidé de redonner vie à cette terre du milieu du fleuve.

L'implantation des fourmis rouge de son village.

Seul, il se consacre entièrement à sa tâche. Pendant plusieurs années, il plante du bambou jusqu'à obtenir une forêt. Fort de son expérience et de cette première victoire, il décide de planter de « vrais arbres ». Mais une forêt sans animaux n'est rien de plus qu'un jardin. Payeng se démène donc pour réintroduire un véritable écosystème sur cette parcelle de terrain. Au départ, il commence petit. En effet, les premiers résidents de « la forêt de Molai » comme l'appelle les autochtones, sont des fourmis rouges ramassés au village natal de Payeng.

Ces insectes se révèlent être un atout pour lui puisque leur vie souterraine et leur activité ininterrompue « change les propriétés du sol » pour le rendre plus fertile et ainsi plus apte à abriter de la vie.

L'année 2008, le nouveau grand tournant de la vie de Payeng

Certaines sont bien plus grosses que les fourmis, comme le rhinocéros à une corne et le tigre du Bengale, qui sont des animaux en voie de disparition.

Et la nature a peu à peu repris ses droits. « Les oiseaux migrateurs ont commencé à arriver en masse. Les daims et le bétail ont attiré les prédateurs », déclare Payeng. « La nature a créé une chaîne alimentaire : pourquoi est-ce qu'on ne s'y tient pas ? Qui protégera ces animaux si nous, les êtres supérieurs, nous nous mettons à les chasser ? » Et il protège coûte que coûte les animaux qui

se réfugient chez lui et « qu'il considère comme ses enfants ».

En 2008, un troupeau d'éléphants se réfugie dans la forêt après avoir dévasté un village. Lorsque les villageois ont décidé de raser la forêt pour débusquer les animaux, il leur a répondu qu'il faudrait le tuer en premier. Les villageois n'ont pas donné suite à leur projet dévastateur.

Les pouvoirs publics réalisent alors l'importance du travail de l'indien solitaire.

C'est à cette occasion que l'existence de cette forêt est parvenue aux oreilles du ministère des Forêts de la région. Le conservateur assistant des forêts a alors rencontré Payeng pour la première fois pour lui avouer son étonnement de voir « une forêt aussi dense sur le banc de sable. Quand on a vu ça, on a décidé de contribuer au projet. Payeng est incroyable, ça fait trente ans qu'il est là-dessus. Dans n'importe quel autre pays, il serait un héros ».

Depuis ce temps la forêt continue à s'accroître abritant des espèces en voie de disparition. Des oiseaux font une halte dans l'île à l'occasion de leurs migrations saisonnières. Des villageois peuvent y trouver de quoi se nourrir et faire du feu. Payeng qui a aujourd'hui cinquante et un ans continue de planter des arbres et d'entretenir sa forêt ; il ne souhaite aucune reconnaissance autre que la possibilité de continuer son œuvre, insensible à ce que la presse indienne qualifie de miracle de Payeng. C'est assurément un grand homme mais qui rejette tout statut officiel et toute reconnaissance de l'Etat.

Oté

Si Pari i kontinié komann a nou !

Na d'gou war domoun i larg pa lo kor konm sa, sirtou kan lo konbat lé rèd, kan ni pé pa di avan komansé ni sar gagné. Lo poèt la di, tou lo tan i fo sobat. Victor Hugo "sak i viv sé sak i lit" é i prètan "lo poèt na touzour rézon" Donk'alor ? Yèr té la fèt des pèr, an plis lo tan té in pé mosad-mosad é poitan, la ba Tansalé navé d'moun pou ékout Danyèl èk son bann dalon mé sirtou pou vanj kont la karyèr bwa-blanc, kont tout karyèr la rènyon é boudikont kont la nouvèl rout di litoral.

Boudikont kisa va désidé si i fé ousinonsa si i fé pa la rout ? Lo présidan la rézyon i di partou, li va fé. Koué i anpans lo gouvèrman ? Lo présidan la républik lé plito myié la d'si, li té pou lo tram-trin rapèl a zot. La minis dé loutromer, sanm pou mwèn son lavi i kont pou la po patat, konm si èl i évit lo sizé, èl osi zorèy kanar, Lo minis dé lékolozi, kosa èl i anpans ? Zistoman sé lo minis dé lékolozi ki dovré okip dé sa. Ala in moun konsékan, in moun néna pou di, sé son sizé.

Yèr tansalé domoun té la, lo konba i kontinié konm i di. Kantanou, mwa d'désanm na donn nout lavi, na di si ni vé, si ni vé pa. Aforss tatoné-tatoné, mi domann a mwèn si lé pa Pari i tir kart an d'sou. Kisa i koz èk bouig ? Kisa i koz èk vinci ? Kisa i koz èk lo dé gran lantopriz ? Banna la pa bozwèn pran lavyon pou kozé. Si tousala té désidé rant riv drwat riv gosh ? Si Pari i kontinié komann a nou ?

Justin